

## Le programme Erasmus pour tous, quels enjeux à horizon 2014 ?

« *Investir dans l'éducation et la formation est le meilleur placement pour l'avenir de l'Europe* » affirmait Androulla Vassiliou, la commissaire européenne à l'éducation, à la culture, au multilinguisme et à la jeunesse à l'occasion de la présentation du programme « Erasmus pour tous »<sup>1</sup> il y a un an, le 24 novembre 2011. Considéré, à juste titre, comme un levier pour la croissance et l'emploi, une augmentation de 70 % du budget est demandée pour ce programme prenant la suite, à partir de 2014, de l'actuel programme Education et Formation tout au long de la vie (EFTLV).

Les débats en cours au niveau des Etats membres sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 dans lequel s'inscrit le futur programme sont tendus. Le programme Erasmus pour tous aura-t-il les moyens de ses ambitions ?

Le Parlement européen, dans des prises de positions récentes sur les négociations budgétaires, a souhaité remettre sur le devant de la scène le programme Erasmus et son incontestable réussite qui ne s'est pas démentie au cours des 25 années de mise en œuvre.

Au niveau national, quatre ministres français ont rappelé leur soutien au programme et au nom proposé par la Commission qui, en cette fin d'année 2012, est encore en discussion, puisque le Parlement européen a pour sa part proposé *YES Europe*.

L'Agence 2e2f plaide, depuis le début, pour le nom *Erasmus pour tous*, véritable marque de la mobilité et de la coopération

---

<sup>1</sup> Cf. <[http://ec.europa.eu/education/erasmus-for-all/doc/legal\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/education/erasmus-for-all/doc/legal_fr.pdf)>.

internationale qui permettrait de capitaliser sur une des plus belles réussites de l'Europe, au service de la jeunesse.

## Un nouveau programme très ambitieux

Un financement que la Commission souhaite voir doubler doit permettre de porter le nombre de personnes profitant d'une mobilité européenne à 5 millions de citoyens concernés à horizon 2020 au lieu de 3 millions pour l'actuelle programmation (2007-2013). Une attention particulière sera portée dans ce contexte à ce que la Commission européenne appelle « *les démultiplieurs* » de la mobilité : enseignants, formateurs, éducateurs. Tous les pédagogues qui peuvent constituer de véritables leviers pour promouvoir l'esprit de mobilité auprès de leurs apprenants et qui sont en première ligne pour faire évoluer les méthodes et les systèmes de formation sont concernés.

De manière globale, tous les publics disposeront d'opportunités de coopération et de mobilité élargies. Les possibilités de coopération et de mobilité pour les étudiants, les jeunes en formation professionnelle, les stagiaires, les enseignants et les formateurs souhaitant étudier, enseigner, effectuer un stage ou travailler comme bénévoles à l'étranger seront renforcées.

Un autre trait caractéristique du programme est qu'il se veut beaucoup plus simple, rationnel et efficace que les programmes existants. Au lieu du patchwork des dispositifs actuels en matière d'éducation, de formation et de jeunesse<sup>2</sup>, il propose une approche intégrée et simplifiée à travers trois actions clés : la mobilité, la coopération et le soutien aux réformes politiques. Le programme, résolument inscrit dans la *stratégie Europe 2020* en matière de croissance, d'emploi et d'innovation permettra de renforcer les compétences de tous, de favoriser leur développement personnel et d'améliorer leur aptitude à l'emploi, un défi majeur dans une Europe en crise.

---

<sup>2</sup> Le programme Éducation et Formation tout au long de la vie, Jeunesse, Erasmus Mundus, Tempus, Edulink, Alfa et le programme de coopération avec les pays industrialisés.



Le programme prévoit aussi un tout nouveau dispositif appelé « *Erasmus Master* » permettant aux étudiants de poursuivre leur Master dans un autre pays européen grâce à une garantie de prêt pour leurs études.

Le lancement des « *Alliances sectorielles pour les compétences* » et des « *Alliances pour la connaissance* » permettra enfin d'intensifier la coopération entre le monde éducatif et économique, pour mieux répondre aux besoins en compétences des entreprises.

Le futur programme prévoit également un nouveau volet consacré au sport, dont les contours seront précisés en 2013.

## Une Europe de la formation tout au long de la vie davantage ouverte sur le monde

Le programme sera plus ouvert sur le monde, en particulier vers les pays du voisinage européen. En matière d'enseignement supérieur par exemple, le programme intégrera les perspectives actuellement offertes par les programmes Erasmus & Erasmus Mundus, Tempus, Edulink et Alfa avec une forte orientation

stratégique destinée à rendre l'espace européen de l'enseignement supérieur plus attractif et à peser davantage sur la scène mondiale.

La Commission européenne a d'ailleurs ouvert un *nouveau dialogue sur l'enseignement supérieur avec les pays de la méditerranée méridionale* le 2 juillet 2012<sup>3</sup> conformément à son plan d'appui des progrès réalisés dans la région à la suite du « Printemps arabe » de 2011. Les objectifs de ce dialogue sont notamment de créer une plateforme régionale de politique sur l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et l'apprentissage ainsi que sur la jeunesse. Il s'agit aussi de partager les bonnes pratiques et les enseignements acquis, en particulier grâce à l'expérience obtenue dans le contexte de Tempus et d'Erasmus Mundus. A cet égard, la Commission européenne a sensiblement augmenté les fonds alloués aux programmes d'enseignement supérieur internationaux Tempus et Erasmus Mundus. Tempus, qui soutient la modernisation de l'enseignement supérieur, a bénéficié en 2012 et 2013 d'une enveloppe supplémentaire de 12,5 millions d'euros portant son budget à 29 millions par an pour le voisinage méditerranéen. Erasmus Mundus a bénéficié de son côté d'une enveloppe doublée pour la période 2012-2013, soit 80 millions d'euros pour les coopérations avec les voisins méridionaux et orientaux de l'Union.

L'Agence 2e2f est déjà activement engagée dans la promotion d'un partenariat durable entre les pays des deux rives de la Méditerranée à travers ces deux programmes : missions de promotion des instruments de coopération multilatérale, mise en relation des établissements d'enseignement supérieur et accompagnement des candidatures.

Au-delà de 2014, l'Agence étendra encore plus largement ses relations avec les acteurs de l'éducation et de la formation sud-méditerranéens pour répondre aux nombreux défis actuels et à venir en terme d'éducation et de formation tout au long de la vie, dans le prolongement des initiatives mises en avant lors du dernier sommet 5+5 de novembre 2012.

Dans le cadre du futur programme, des mobilités *vers* et *en provenance* des pays tiers seront possibles pour les étudiants et enseignants du supérieur, dans le cadre de la nouvelle charte Erasmus de l'établissement. Ainsi parmi les 2,2 millions

---

<sup>3</sup> Cf. <[http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-12-732\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-732_fr.htm)>.

d'étudiants mobiles dans le cadre du futur programme, 115 000 seront issus de pays tiers, notamment de la zone euro méditerranée. Par ailleurs, 700 projets de renforcement institutionnel devraient cibler la zone du voisinage européen en vue de promouvoir la modernisation de l'enseignement supérieur pour les faire converger, sur une base volontaire, vers le Processus de Bologne.

## La mobilité, un axe majeur du futur programme

(selon la proposition de la Commission européenne)

*Action 1 : Mobilité des individus à des fins d'apprentissage (Actions décentralisées-Gestion par les agences nationales)*

<i>Qui ?</i>	<i>Combien de personnes ?</i>	<i>Pour quoi faire ?</i>	<i>Durée</i>
Personnel de l'enseignement scolaire, supérieur, professionnel et de l'éducation des adultes.	1 million : 350 000 pour l'enseignement supérieur (dont 20 000 pays hors UE) 190 000 pour l'enseignement scolaire 125 000 pour l'enseignement et la formation professionnels 48 000 pour l'éducation des adultes	Participation à des formations, stages, job-shadowing, missions d'enseignement	De 2 jours à 2 mois (possibilités jusqu'à 12 mois)
Étudiants (« credit mobility »)	2,2 millions dont 115 000 de/vers pays hors UE	Périodes d'étude ou stages en entreprise	3-12 mois (périodes d'études) 2-12 mois (stages)
Jeunes en formation professionnelle	735 000	Stages en entreprise	2 semaines-12 mois
Mobilité « jeunesse »	540 000	Service Volontaire Européen (SVE), échanges	1-3 semaines 2-12 mois SVE

*Action 1 : Mobilité des individus à des fins d'apprentissage (Actions centralisées-Gestion Agence exécutive de la Commission européenne à Bruxelles)*

<i>Qui ?</i>	<i>Combien de personnes ?</i>	<i>Pour quoi faire ?</i>	<i>Durée</i>
Étudiants de master (« degree mobility »)	330 000	Système de garantie de prêt	Durée de la formation de master choisie
Bourses pour des diplômes de masters conjoints	34 000	Ex-Erasmus Mundus, action 1	1-2 années académiques

Sur tous les secteurs éducatifs, enseignement scolaire comme formation professionnelle ou jeunesse, les partenariats stratégiques permettront un travail collaboratif, à distance, avec les pays du voisinage européen.

## **Les évolutions de l'Agence Europe Education Formation France liées à ce nouveau contexte**

Située à Bordeaux, l'Agence Europe Éducation Formation France est l'opérateur national des mobilités sortantes.

Groupement d'intérêt public (GIP) sous tutelle de trois ministères (Enseignement supérieur et Recherche ; Éducation nationale & Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social), l'Agence nationale chargée du programme européen pour l'Education et la Formation tout au long de la vie (EFTLV) assure aussi un rôle d'information et de conseil pour les programmes Erasmus Mundus et Tempus, les dispositifs Europass, Euroguidance et Label européen des langues.

Elle subventionne des projets de mobilité, d'échange et de coopération destinés à tous les acteurs de l'éducation et de la formation professionnelle : de la maternelle à l'université. Elle gère à ce titre, en 2012 près de 110 millions d'euros ce qui lui permet de financer plus de 63 000 mobilités dont 31 000 étudiantes au titre du programme Erasmus qui fêtait en 2012 son 25<sup>e</sup> anniversaire.

Elle assume un triple rôle :

- Un rôle de gestionnaire de projets. L'agence attribue les financements européens dans le cadre du programme Education et Formation Tout au Long de la Vie (EFTLV). Elle conseille les porteurs de projets et assure le suivi qualitatif, administratif, financier des projets retenus.

- Un rôle de promotion des programmes. L'agence organise tout au long de l'année des journées d'information et des ateliers afin de mieux faire connaître les programmes et dispositifs européens, le contexte dans lequel ils s'inscrivent et les bénéfices qu'ils génèrent.

Elle participe aussi à de nombreuses actions, initiées par ses partenaires ou par des organismes oeuvrant dans l'éducation et la formation professionnelle.

- Un rôle de réflexion stratégique à l'articulation entre politiques européennes et nationale. L'agence participe activement à la réflexion sur l'évolution du programme EFTLV. Elle soutient les Experts de Bologne dans leurs missions d'accompagnement de la mise en place du processus de Bologne en France (conseils et expertises auprès des établissements, organisation de séminaires, etc.).

L'Agence, en tant qu'animateur des programmes et des politiques de l'UE en matière d'éducation et de formation, travaille en lien étroit avec tous les acteurs de terrain (collectivités territoriales, entreprises, associations, universités, établissements ou organismes de formation, réseau consulaire, branches etc.) pour articuler au mieux les financements dédiés à la mobilité des jeunes mais aussi à tous les projets (partenariats, coopérations, mobilités, visites d'études) liés à un des programmes d'EFTLV.

L'Agence considère que la transparence des qualifications et des compétences acquises dans le cadre d'une mobilité est essentielle. Elle gère le dispositif Europass, véritable portefeuille européen de compétences, qui permet de mettre en valeur le parcours et les compétences de son détenteur que ce soit dans le cadre de son parcours de formation, de son expérience professionnelle ou de ses activités personnelles.

L'Agence 2e2f coordonne par ailleurs, au niveau national, les experts ECVET (*European Credit system for Vocational Education and Training*), système en cours de développement, constituant en quelque sorte le « *pendant* » pour la formation professionnelle du système ECTS.

Enfin, elle assure la promotion des politiques et programmes européens en matière éducative (Processus de Bologne, Stratégie Education et formation 2020...) ce qui la conduit à organiser de très nombreux événements dans toute la France, en lien avec les principaux acteurs décisionnaires (rectorats, établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieure, collectivités locales, entreprises, opérateurs (Campus France, CIEP, CNOUS...) etc.).



L'Europe de l'éducation tout au long de la vie compte aujourd'hui 33 Etats participants mais ils seront sans doute 36 pour le début du nouveau programme avec l'intégration de trois Etats des Balkans occidentaux (Macédoine, Serbie, Albanie).

Dans cette dynamique d'expansion géographique, l'intégration de tous les Etats qui bordent la Méditerranée dans les bénéficiaires du nouveau programme – sur le modèle du programme Tempus – représente aujourd'hui une question essentielle. Parmi les groupes de travail nationaux et régionaux qu'elle anime, l'Agence a particulièrement mis en avant celui qu'elle a créé en 2012 à Marseille pour optimiser les formations proposées par rapport aux demandes des Etats du sud de la Méditerranée mais aussi pour rassembler les acteurs qui aujourd'hui peuvent être considérés comme potentiellement décisionnaires sur les financements concernant les coopérations éducatives (au niveau communautaire, SEAE<sup>4</sup> et DGEAC<sup>5</sup> à la Commission et Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée, au niveau national, collectivités territoriales, universités, chambres consulaires etc...). Dans cet esprit et dans le prolongement des printemps arabes, a été décerné à Marseille fin 2011 le Premier prix de l'agence à un projet authentiquement euro-méditerranéen<sup>6</sup>.

Plus généralement, dans ce contexte d'évolution potentiellement rapide du champ géographique de ses interventions, l'Agence 2e2f a accéléré son développement international. Elle lancera prochainement une publication scientifique internationale sur la problématique de la mobilité *Journal of International Mobility* et s'est impliquée dans le développement des activités de l'ACA (Academic Cooperation Association). Dernièrement, elle a proposé la création d'un réseau structuré rassemblant les 40 agences nationales en charge des programmes EFTLV.

Au-delà de cette préparation d'un dimensionnement géographique différent de ses interventions, l'agence s'apprête à devoir multiplier les projets qu'elle subventionnera pour répondre

---

<sup>4</sup> Service européen pour l'action extérieure de la Commission européenne

<sup>5</sup> Direction générale Education et culture de la Commission européenne

<sup>6</sup> Projet Averroes, cf. <<http://www.averroes.fr/averroes4/index.php/fr/le-programm>>.



aux objectifs ambitieux du nouveau programme, ce qui conduira à des relations plus importantes avec les collectivités locales et les entreprises qui seront au cœur des partenariats. A la logique de mobilités individuelles non reproductibles devrait en effet succéder une constante privilégiant les partenariats de moyen terme plus richement dotés et pouvant être plus facilement prolongés. C'est à ce changement paradigmatique que l'agence se préparera tout au long de l'année 2013.

**Antoine Godbert**